

LÉGATION DE SUISSE
WASHINGTON, D. C.

Rapport Politique No 10

Le 24 août 1935.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Lors d'une récente élection partielle dans l'Etat de Rhode Island, les démocrates ont perdu, par environ 13,000 voix, un siège à la Chambre des Représentants que, neuf mois auparavant, ils avaient emporté à une majorité de près de 21,000 voix. Cette victoire des républicains a causé une certaine sensation; le "New York Herald" crut pouvoir annoncer que c'était "le commencement de la fin".

Bien que Rhode Island soit le plus petit Etat de l'Union et non un de ceux où se cristallisent les courants politiques nationaux, on a attribué à ce glissement ~~une~~ ~~une~~ de voix plus qu'une importance locale; d'aucuns y ont vu un commencement de désaffection des électeurs pour le régime actuel, un échec pour le "New Deal" du Président Roosevelt. Les républicains ont trouvé là un encouragement et leurs organes ont publié des éditoriaux triomphants. Peu après, un représentant de l'Ohio étant décédé, des républicains ont mis en demeure le Président de provoquer instantanément une élection pour remplacer le défunt, en jetant carrément son programme dans la balance. Or l'Ohio est un Etat pivot lors des élections et les républicains pensaient faire là une nouvelle brèche dans la muraille de la majorité démocrate. Le Président Roosevelt fit venir le Gouverneur de l'Ohio et, sommé de fixer la date de l'élection partielle, ce dernier a laissé entendre qu'elle serait reportée à 1936 !

Monsieur le Conseiller Fédéral G. MOTTA ,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e



D'où commentaires ironiques du côté républicain, cela va de soi.

Bien que les élections présidentielles avec celles pour le renouvellement de la Chambre et d'un tiers du Sénat n'aient lieu qu'en automne 1936, on peut dire que la campagne est déjà virtuellement ouverte.

Les républicains, découragés et déconcertés par les victoires éclatantes de Mr Roosevelt en 1932 et 1934, ont repris courage et l'on commence à chercher de tous côtés quel sera le futur candidat républicain. Une enquête préliminaire privée faite auprès des organisations républicaines de divers Etats a donné un nombre considérable de voix au Sénateur Borah, l'éternel opposant, âgé de 70 ans. Ce vieux routier parlementaire a su, ces derniers temps, regagner de l'autorité et rafraîchir sa popularité d'homme indépendant, libéral et progressif, quoique républicain, opposé aux trusts, partisan du "bonus". Suffisamment progressiste pour être agréé des masses, notamment du centre du pays et de l'Ouest, Mr Borah s'est opposé à divers aspects de la législation proposée par le Président Roosevelt, ce qui lui vaut des sympathies à l'Est également. Parmi les autres candidats, on reparle de l'ancien Président Hoover (!), du Colonel Knox, de Chicago, du Sénateur Vandenberg, du Michigan, et de quelques autres Sénateurs, députés ou anciens membres du Cabinet Hoover. Comme homme nouveau, en dehors de la politique, quelques uns ont mentionné le Colonel Lindbergh; mais il est plus que probable que l'on restera dans les cadres traditionnels.

Du côté démocrate, certains se demandent si le Président Roosevelt sera reporté à la Convention démocrate de 1936, c'est à dire obtiendra la nomination comme candidat. Il serait étrange qu'il en fût autrement; mais on ne saurait igno-

- 3 -

rer qu'une aile du parti démocrate, avec les Sénateurs Glass, Byrd, Tydings, Gore, Bailey et d'autres, désapprouve plus ou moins ouvertement une bonne partie des mesures de l'Administration rooseveltienne. Le Sénateur Glass, lui aussi âgé de 70 ans, homme respecté, incarnant les idées financières les plus orthodoxes, a attaqué impitoyablement diverses mesures monétaires ou autres favorisées par Mr Roosevelt et a, en fin de compte, imposé partiellement ses vues, après une âpre lutte au sein de la Commission, pour la nouvelle loi sur les banques qui vient d'être signée. Dans le parti démocrate, de nombreux éléments plus conservateurs que l'Administration actuelle et opposés aux mesures d'étatisation, aux dépenses exagérées et aux expériences inspirées par le "trust des cerveaux", préféreraient voir comme futur président démocrate des Etats-Unis quelqu'un comme l'ancien Gouverneur Ritchie, de Maryland, Al Smith, de New York, John W. Davis ou Newton Baker, tous hommes dont les relations avec le Président actuel sont loin d'être particulièrement cordiales. Entre l'aile droite du parti démocrate et la majorité du parti républicain, il n'y a, à l'heure actuelle, à part quelques nuances, que peu de différences de programme. Mais il est trop tôt pour faire des conjectures et, encore que le Président Roosevelt ait subi quelques échecs et perdu, notamment dans l'Est, un certain nombre d'adhérents, il n'y a pas de raisons de croire, malgré le bruit mené par la grande presse conservatrice, à vues humaines, qu'il n'obtiendra pas, l'année prochaine, d'être renommé comme candidat démocrate et d'être réélu pour un second terme. La lutte sera toutefois sans doute serrée et l'on parle aussi de l'éventualité d'un troisième parti, d'un outsider.

Les adversaires du Président, qui conduisent dès mainte-

nant une vive campagne contre lui, lui ~~représentant~~^{font} amèrement ^{grief de} ses méthodes, ses contradictions, ses fluctuations, établissant un bilan défavorable de sa politique et de son activité jusqu'à ce jour. Pour résumer leur argumentation, voici ce qu'ils lui reprochent surtout :

1) Pendant sa campagne électorale, Mr Roosevelt avait déclaré qu'il préconisait "une saine monnaie". Or il a provoqué l'abandon par l'Amérique de l'étalon-or de sa propre volonté et alors qu'elle possédait le plus important stock d'or du monde. Ensuite il procéda, en automne 1933, à l'expérience Warren de dévalorisation, basée sur la fiction que les prix des produits agricoles monteraient pari passu avec la baisse du dollar. Cette expérience, condamnée par les principaux économistes, entièrement^{rejetée} par la "Brooking Institution", dut être abandonnée et le dollar fut fixé par le Gold Reserve Act de janvier 1934. Cette loi, par le contrôle qu'elle donne à la Trésorerie, a, et c'est là une autre critique, considérablement réduit la position du Federal Reserve System et du statut monétaire indépendant qu'il comportait.

2) Le Président avait déclaré que la N R A représentait l'effort suprême du "New Deal". La Cour Suprême en a déclaré les principales clauses contraires à la Constitution. Tout en étant forcés de reconnaître que certaines dispositions du N I R A concernant les salaires minima, les heures de travail, le travail des enfants, apportaient certaines réformes nécessaires, les adversaires de Mr Roosevelt disent que la N R A s'est effondrée parce qu'elle a voulu aller trop loin, qu'elle a été mal administrée, qu'elle a essayé d'obtenir des choses impossibles et que divers de ses buts ne purent être remplis. On lui a reproché aussi d'élever les prix en

même temps que les salaires, de sorte que le pouvoir d'achat des travailleurs n'aurait pas été effectivement augmenté.

3) En ce qui concerne l'agriculture, on doit généralement admettre que le Président Roosevelt a fait beaucoup pour les farmers, les planteurs de coton, de blé et autres travailleurs de la terre, notamment par l'Agricultural Adjustment Act. Cependant les milieux industriels critiquent vivement la perception de l'impôt de transformation (processing tax), sur le produit de laquelle les subsides sont versés aux farmers. Il est certain que les prix du blé, du coton et de la viande ont subi une forte majoration et que la masse agricole, vu cette hausse de prix et les trois quarts de milliard de dollars de subsides reçus jusqu'à présent de l'Administration, est favorable à la poursuite du programme. Cependant, la réglementation par l'Etat a produit divers résultats inattendus et des contre-coups, soit du fait de la sécheresse, par exemple, ou des inondations. Ensuite, en raison de la hausse des prix, l'Amérique a encore davantage qu'auparavant perdu ses marchés extérieurs pour les produits agricoles, alors qu'un des buts de l'AAA était justement de regagner ces marchés. La considérable élévation du prix des porcs et celle, en résultant, du prix de la viande en général, a provoqué le mécontentement de nombreuses ménagères, dont une délégation est venue l'autre jour protester auprès de Mr Wallace. Enfin, malgré les droits de douane, certains produits agricoles étrangers sont devenus suffisamment meilleur marché que les produits indigènes pour favoriser une importation de ces premiers, d'où source d'inquiétude chez les farmers. Les gens opposés au contrôle étendu de l'Etat établi par Mr Wallace cherchent à démontrer que le programme va parfois à fins contraires, que l'Etat ne saurait tout prévoir et que, au

lieu d'être à tort avant tout préoccupé de diminuer la production, comme le fut Mr Wallace il y a deux ans, il faut maintenant, pour certains produits, augmenter au contraire la production. D'ailleurs, la question de la constitutionnalité de l'Agricultural Adjustment Act n'a pas encore été tranchée et peut encore réserver des surprises.

4) Le Président Roosevelt a toujours porté une sollicitude spéciale à la question du chômage. Lorsqu'il assumait ses fonctions, le National Industrial Conference Board estimait le nombre des sans-travail à 13,300,000. En mai de cette année, ce chiffre était fixé à 9,700,000; donc environ 3 millions de personnes auraient trouvé du travail. Mais l'on fait observer que la plupart de ces gens ont été réoccupés entre le printemps et l'automne 1933 et que la situation n'a guère changé depuis lors. En outre, l'on a déjà dépensé près de 6 milliards de dollars pour les secours aux chômeurs ou l'entreprise de travaux et pour réactiver le marché du travail. Enfin, une loi de cette année a prévu une nouvelle dépense de 4 milliards de dollars pour des travaux publics. L'on reproche à toute cette action fédérale, qui se subdivise en diverses catégories de travaux, entreprises, et secours, d'être administrée d'une manière cahotique, dénuée de plan d'ensemble, engouffrant des millions, sans résultats suffisants. La manière de répartir et d'administrer cette oeuvre et les fonds a fait l'objet d'une vive controverse entre le Secrétaire de l'Intérieur, Mr Ickes, et le Federal Relief Administrator, Mr Hopkins, qui produisit une impression peu favorable et provoqua l'intervention présidentielle.

5) Au cours de la campagne électorale, Mr Roosevelt avait constamment insisté, avec beaucoup d'emphase, sur la nécessité de réduire les dépenses et d'équilibrer le budget. Or,

il est à peine besoin de dire qu'il n'en a rien fait et que jamais une administration n'a distribué avec autant de prodigalité les fonds publics que la présente. C'est là un des arguments principaux de ses adversaires. Qui dit ici abondante distribution de fonds d'Etat, dit également favoritisme, ingérence de la politique et, il faut le dire aussi, hélas, corruption. L'on a accusé notamment l'agent électoral de Mr Roosevelt et Ministre des Postes, Mr Farley, de créer, à coups de millions, une vaste organisation (machine) démocrate à travers le pays, de chercher à influencer les Gouverneurs d'Etats, politiciens, fonctionnaires, industriels, commerçants et fermiers, par la manne fédérale, la politique des subsides et allocations diverses. Quant au budget, ce n'est pas sans inquiétude que les esprits réfléchis voient s'accumuler les milliards de déficit et les perspectives d'un équilibre s'évanouir malgré les assurances et promesses. L'on craint que, en cas de victoire de Roosevelt en 1936, les éléments avancés du Congrès ne proposent de nouvelles mesures créant encore des dépenses énormes et inconsidérées, devant entraîner les Etats-Unis lentement, mais fatalement, vers un second krach et l'inflation. En attendant, un nouveau projet de versement du "bonus" se prépare pour la prochaine session, encore que Mr Roosevelt ait eu le courage d'opposer son veto à celui passé lors de la présente session. Dans le domaine financier, on rappelle aussi que Mr Roosevelt, au début de la législature présente, en janvier, avait annoncé formellement qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts cette année. Or il est arrivé maintenant, à la fin d'une session déjà surchargée, avec un message imposant en quelque sorte au Congrès l'obligation de passer une nouvelle loi d'impôts, frappant notamment les grosses fortunes, en faisant appel aux sentiments démagogiques des masses. Ce nouveau Tax Bill, mesure d'opportunisme politique électoral, fait l'objet de

vives critiques, car on trouve qu'il ne répond ni à un but budgétaire sérieux, ni à une réforme sociale conséquente.

6) Les adversaires du Président Roosevelt, se basant sur les décisions de la Cour Suprême, ont cru trouver un bon argument, un mot d'ordre frappant le bon sens des masses américaines, en accusant Mr Roosevelt de ne pas respecter la Constitution. Or la Constitution est ici sacrée, sauf pour quelques éléments intellectuels avancés. Chaque enfant américain apprend à la respecter à l'école et à la considérer comme une oeuvre durable, établie par les Pères de la Patrie, qui a fait ses preuves jusqu'à ce jour. La Constitution, c'est la sauvegarde contre la dictature de droite et de gauche, aussi même des électeurs à tendances libérales et progressives ont-ils été impressionnés par l'idée que le Président s'était fait déléguer des pouvoirs qui ne lui appartenaient pas en vertu de la charte fondamentale du pays. En tout cas, le gros de la crise passé, d'aucuns trouvent que Mr Roosevelt devrait arrêter là ses expériences, restituer ses pouvoirs extraordinaires, restaurer la normalité. Il va de soi que cet argument peut porter surtout en cas d'une reprise des affaires et d'un regain de prospérité, qui provoque une lassitude du contrôle exagéré de l'Etat et d'une surabondante législation et réglementation compliquant l'existence et empêchant le jeu des forces naturelles, paralysant le "struggle for money and life", la spéculation et les ambitions qu'aiment l'Américain. Si la misère ou la crise redevaient augmenter, les masses américaines se soucieraient moins du respect d'un vénérable document, établi il y a 150 ans, et d'une vénérable Cour Suprême, dont, sauf erreur, 6 membres sur 9 ont 70 ans et plus.

Or il faut dire ceci: En 1933, le pays trembla sur ses

bases et tout le monde fut reconnaissant à Mr Roosevelt d'avoir su rétablir la confiance, assainir la situation des établissements financiers, sauver de la faillite de nombreuses entreprises et de la saisie bien des fermiers hypothéqués, aider les propriétaires d'immeubles et assister l'agriculture par la hausse des prix, éliminer certains abus dans l'industrie et les méthodes bancaires, parer à ~~certain~~^{divers} maux sociaux. Mais il y a eu depuis lors une certaine reprise qui, d'un côté, peut favoriser les tendances individualistes naturelles du peuple américain et en ramener une partie au parti républicain.

Quelles que soient les causes, la solidité et la durée probable de cette reprise, elle se signale par un accroissement des revenus nationaux de 5 milliards de dollars en 1934, par rapport à 1933, par une amélioration des conditions des agriculteurs, par une augmentation des ventes dans diverses branches du commerce, par une expansion industrielle marquée par le programme de développement annoncé, entre autres, par la General Motors (50 millions de dollars), la Bethlehem Steel Corporation, l'Aluminium Cooking Utensils Co., l'International Harvester Co., la Shell Petroleum Co., la North American Aviation Co., la Chrysler Corporation, etc. Cette amélioration se traduit aussi par une hausse des cours de bourse et bien des Américains ont une forte tendance, à tort sans doute, à avoir les yeux rivés sur la cote du Stock Exchange.

Il faut noter, pour terminer, que l'opposition au Président Roosevelt se manifeste bien davantage dans l'Est, c'est à dire dans la Nouvelle Angleterre, à Boston, à New York, à Philadelphie, dans la Virginie, le Maryland, régions qui, sauf quelques éléments newyorkais, ont des tendances conser-

- 10 -

vatrices capitalistes ou traditionnalistes, et où l'on trouve les principaux représentants de la grande industrie, de la haute finance et des "Tories", que dans le Sud, le Middle-West et l'Ouest, qui, il faut le dire, ont mieux bénéficié de la sollicitude présidentielle que les régions de l'Atlantique. Malgré quelques concessions et coups de barres occasionnels, l'Américain conservateur craint que son ondoyant Président ne soit toujours davantage entraîné vers la gauche. Il doit cependant reconnaître que Mr Roosevelt a fait certaines réformes, développé la marine, qu'il a eu le courage de s'opposer au bonus, qu'il a aidé l'agriculture et rétabli, avec la confiance, la situation bancaire. Mais c'est insuffisant en face de tout ce qu'on lui reproche et redoute de son régime. Les businessmen en général trouvent qu'après avoir redonné confiance au pays, Mr Roosevelt l'ébranle à nouveau par toutes ses mesures, les idées de son entourage, l'incertitude qui règne sur ses plans d'avenir. Ils réclament avant tout une stabilité que le régime actuel a peu de chances de leur donner.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Louis H. Micheli

LM/MB.

Chargé d'Affaires de Suisse ad interim.